

Vers l'élaboration d'un programme de négociations avec le gouvernement

Quatre-vingt-quinze dirigeants de l'opposition espagnole se sont réunis - pour la première fois ouvertement - à Madrid, le samedi 4 septembre. Les autorités n'ont pas tenté de faire obstacle à cette conférence. Ont participé à la réunion : la Coordination démocratique, les organismes démocratiques unitaires de plusieurs provinces (Baléares, Canaries, Galice, Valence), des partis basques et catalans (cependant, le Conseil des forces politiques de Catalogne avait refusé d'y assister), les organisations syndicales, à l'exception de la Confédération nationale du travail, anarcho-syndicaliste. La conférence a créé une commission de liaison de quatorze membres - deux par organisation unitaire représentée - qui se réunira pour la première fois le 25 septembre à Valence. Cette commission préparera un projet de coordination. Elle élaborera un programme politique de " rupture démocratique " en vue de négocier avec le gouvernement.

Par JOSÉ-ANTONIO NOVAIS

Publié le 07 septembre 1976 à 00h00 - Mis à jour le 07 septembre 1976 à 00h00 - Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés

Madrid. - " Une réunion historique " ; " Ce que l'opposition espagnole a réalisé de plus important en trente-sept ans " ; " Le premier pas vers l'unité ". Tels étaient les commentaires formulés à l'issue de la conférence de l'opposition espagnole, qui avait duré onze heures, par des délégués comme MM. Marcelino Camacho (commissions ouvrières), Raul Morodo (parti socialiste populaire) et Joaquim Ruiz Jimenez (Gauche démocratique).

La conférence a connu plusieurs moments de tension avant de s'accorder sur la rédaction des quatre conditions nécessaires à l'ouverture d'une " période constituante ", c'est-à-dire à l'organisation d'élections générales auxquelles participerait l'opposition : reconnaissance des libertés démocratiques, liberté syndicale, amnistie sans restrictions et reconnaissance des droits politiques des nationalités et des régions.

Le professeur Ruiz Jimenez, qui ouvrit les débats au nom de la Coordination démocratique, a analysé la situation politique du moment comme une phase de transition " d'un État autocratique à un État authentiquement démocratique ; d'un État centraliste à un autre qui tienne compte des légitimes aspirations à l'autonomie des divers peuples de l'État espagnol, et d'une société caractérisée par de graves injustices sociales à une société où prédominent les critères d'égalité et d'équité ".

Le président de la Gauche démocratique a ajouté : " C'est la crise de tout un système qui se produit en ce moment. À son actif, le gouvernement Suarez a quelques faits positifs, comme l'amnistie (même si celle-ci n'est pas complète) et l'ouverture d'un dialogue avec certaines forces de l'opposition. Cependant, il est nécessaire que ce dialogue se réalise avec l'ensemble de l'opposition... Nous sommes ici réunis en vue de créer une plateforme et un organisme communs. L'unité de l'opposition, voilà ce qui nous importe. Si certaines personnalités du gouvernement ont donné des preuves de leur bonne volonté, la réalité est que le gouvernement est un pouvoir de fait qui s'appuie sur ses propres organes et sur certaines forces de la société espagnole. "

Il vous reste 40.86% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.

